



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Paris, le 14 janvier 2019

Interview d'Agnès Pannier-Runacher,
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Économie et des Finances

Ouest France

Mardi 15 janvier 2019

Contact presse :

Cabinet Agnès Pannier-Runacher : 01 53 18 44 38 – presse.semef@cabinets.finances.gouv.fr

Vous lancez le « French Fab Tour » ce mardi 15 janvier à Laval. Qu'est-ce que c'est ?

Une tournée itinérante qui poursuit trois objectifs : dissiper le malentendu qui existe entre les Français et leur industrie, attirer les jeunes vers ses métiers et travailler avec les entrepreneurs de chaque territoire où nous nous rendrons. Nous voulons récolter leurs suggestions d'amélioration des dispositifs publics, les aider à réfléchir à la modernisation de leurs usines, leur présenter les aides existantes en la matière et travailler ensemble pour que les entreprises soient plus engagées sur leur territoire en proposant plus de stages de 3^{ème}, de contrats d'apprentissage, d'emplois francs par exemple, le tout dans une approche gagnant-gagnant. Nous nous rendrons dans une soixantaine de villes, à raison d'une visite tous les deux ou trois jours, jusqu'au 10 octobre, date du prochain salon « BIG » de BPIFrance, à Paris, qui sera consacré à l'industrie.

« Dissiper le malentendu », dites-vous. C'est-à-dire ?

L'image que nous avons de notre industrie reste trop souvent marquée par l'imaginaire du XIX^{ème} siècle, on pense aux sites ou aux opérateurs en difficulté et qui polluent, à de mauvaises conditions de travail, des métiers pénibles... alors que ce n'est plus du tout cela. Ce décalage conduit des parents, des professeurs ou les jeunes eux-mêmes à se détourner de l'industrie, alors qu'elle propose des métiers qui ont un avenir assuré, dans lesquels on peut faire des carrières passionnantes quel que soit son niveau de formation.

Comment le « French Fab Tour » peut-il y remédier ?

En faisant se rencontrer ceux qui font l'industrie avec des élèves, des professeurs, des demandeurs d'emploi... Chaque étape proposera des ateliers, des opérations de speed dating, des conférences... À Laval, pour la première étape, nous commencerons par visiter Gys, une entreprise très innovante, qui exporte dans le monde entier, qui se réinvente continuellement, qui est en croissance forte et très implantée dans son territoire. C'est par des exemples concrets, comme celui-ci, que nous pouvons convaincre du dynamisme de l'industrie française, établies sur tout le territoire.

Après Laval, vous irez au Mans, à Cholet, Saint-Nazaire, Caen, Le Havre... Pourquoi démarrer par l'Ouest ?

Parce qu'on y trouve énormément de PMI et d'entreprises performantes, et dans des secteurs très variés. Plus de 70 % des industries se trouvent hors des grandes agglomérations : c'est le sens de notre démarche vis-à-vis des « Territoires d'industrie » que nous accompagnons. La semaine de l'industrie, en mars, proposera des visites d'entreprises locales, qui permettront de montrer ce qu'est l'industrie aujourd'hui. L'an dernier, avec France Industrie, 360 000 personnes y avaient participé. Nous voudrions multiplier ce chiffre par deux ou par trois cette année.

L'industrie française recrute ?

Dans tous les secteurs et pour toutes les compétences, du CAP au doctorant, des opérateurs spécialisés aux ingénieurs de haut niveau, oui ! On parle de 250 000 emplois non pourvus dans l'industrie en France, dont plus de 50 000 postes ouverts qui ne trouvent pas de candidats. Comme elles n'arrivent plus à recruter, les entreprises vont jusqu'à laisser passer des commandes et des marchés. C'est regrettable ! C'est l'enjeu principal du « French Fab Tour ». En 2017, plus de sites industriels ont été créés en France qu'il n'en a été fermé. Cette tendance s'est poursuivie en 2018 et la France est devenue le premier pays européen pour les investisseurs étrangers depuis deux ans. Nous devons réussir notre reconquête industrielle, à l'image de ce qu'a su faire l'Allemagne il y a quelques années. Nous avons des atouts pour cela, notamment sur les hautes technologies à valeur ajoutée, avec des compétences, des formations techniques de qualité, une capacité d'innovation importante et un accompagnement public parmi les plus efficaces en Europe. Nous ne sommes pas qu'une « start-up nation », nous sommes aussi un grand pays industriel qui doit se projeter avec confiance dans le futur.